

du pays il fallait la concorde. Pour cela il faudrait la démission du cabinet qui s'était rendu impossible, et son remplacement par un cabinet de coalition. A sa question si je ne croyais pas qu'on pourrait trouver une personne pouvant former ce cabinet, je lui dis: il n'y a qu'une seule personne capable de réaliser cette idée, c'est vous! Il me demanda ensuite: Seriez-vous d'accord à soutenir un cabinet qui m'aurait comme président, tout en choisissant des collaborateurs dans votre camp et dans le camp clérical? Je lui dis que l'idée me surprenait, mais que j'étais convaincu que tout le monde devrait être d'accord, si on trouvait une solution.» Quand de Waha dit «que l'affaire sera faite» pourvu qu'il eût l'assurance que son interlocuteur et ses amis le soutiendraient, Michel Welter répondit «qu'il ne pouvait pas parler au nom de ses amis, mais que c'était une opinion personnelle qu'il exprimait.» De son côté, le docteur Welter demanda à de Waha s'il avait été pressenti, s'il avait une mission . . . «Mon opinion est partagée en haut lieu, affirma de Waha. C'est la Grande-Duchesse elle-même qui m'a fait appeler et qui est d'accord avec ce que je vous ai dit. La Souveraine est excessivement contrariée de ce qui est arrivé; elle a vu qu'on a fait fausse route, elle a le sentiment du danger que court le pays et elle voudrait sortir de l'impasse . . . Elle ne m'a donné aucune mission, je ne suis pas chargé de former le cabinet, mais je sais que j'agis dans les intentions de la Grande-Duchesse en vous proposant de m'aider à vaincre les difficultés. Dites-moi que vous et vos amis sont d'accord avec moi et tout s'arrangera. Le temps presse; il y a péril en la demeure.»

Après avoir promis à de Waha de faire immédiatement les démarches nécessaires, Welter prit rendez-vous avec Maurice Pescatore chez Beyens. «Je commençais, écrit Welter, par lui dépeindre la situation en lui demandant s'il était tout à fait sûr de notre victoire. Il dit qu'il espérait que nous vaincions; mais il n'était pas sûr. Après je lui demandais: Si vous aviez su que votre opposition absolue exposait le pays à la dissolution, auriez-vous encore persisté à vouloir passer la nomination Oster? Il dut m'avouer que le jeu ne valait pas la chandelle et qu'on aurait mieux fait de renoncer à cette candidature. L'ayant amené à cet aveu, je lui dis à brûle-pourpoint: Eh bien, je crois qu'il y a moyen de sortir de l'impasse. On a parlé d'un ministère de coalition; nous l'aurions accepté, mais personne ne nous l'a proposé. Aujourd'hui on nous l'offre . . . D'après mon avis on peut l'accepter . . . Pescatore me dit que, pour sa personne, il acceptait, mais qu'il ne pourrait pas s'engager pour ses amis . . .» S'étant ravisé, il demanda 24 heures pour réfléchir, mais sur les instances de Welter, il fut convenu qu'on se reverrait le lendemain. Le leader socialiste se rendit à l'Hôtel Angelsberg où il retrouva Raymond de Waha, enchanté d'apprendre l'accord — personnel — de Pescatore. Il était tellement sûr de son affaire qu'il exposa tout de suite son programme, demanda à Welter d'entrer dans sa combinaison, proposa un portefeuille à Pescatore et en réserva un autre pour un représentant de la Droite.

Ses préférences allaient à Emile Reuter ou J.-B. Sax, mais c'était pour marquer sa confiance à Michel Welter que de Waha «n'avait pas encore parlé à qui que ce soit de ce parti.»